# l'humanité rouge



Quotidien des communistes marxistes-léninistes de France

#### L'emploi : problème majeur de la rentrée

L'emploi est sans conteste le problème majeur de cette rentrée pour tous les travailleurs. Avec le volume qu'atteint le chômage, tous sont en effet touchés soit directement, soit par famille interposée. Cela pèse lourdement sur les conditions d'existence.

Le gouvernement vient de réaffirmer clairement son intention d'accentuer encore cette situation. Il va continuer à « renforcer » l'économie française, c'est-à-dire consolider les positions des monopoles français face à leurs concurrents en étendant encore leur emprise sur toutes les activités à l'intérieur, de l'industrie aux services, du commerce à l'agriculture. Nous le savons bien, cela signifie des licenciements, non seulement dans les entreprises « malades », selon les critères capitalistes (donc qui ne font pas assez de profits), mais aussi dans celles grandes et fortes et qui se portent bien.

Le tableau de cette situation que nous commentons aujourd'hui en page 4 montre bien que tous les secteurs sont touches. On peut y constater que tous les autres pays d'Europe connaissent, à des degrés divers, le même sort, ce qui montre d'ailleurs que le chômage ne nous vient ni d'Allemagne, ni d'Espagne ou d'Italie mais qu'il est bel et bien une maladie du capitalisme que les crises cycliques rendent périodiquement aigue.

En outre, le gouvernement se propose d'utiliser cette situation pour accentuer ses attaques contre les avantages acquis par le passé par les travailleurs : c'est même ce qu'il « offre », lui et le patronat, comme sujet de discussion dans les négociations ouvertes avec les syndicats depuis le printemps dernier.

De même, il en profite pour accroître la pression contre les salaires comme on pourra le voir en page 3.

C'est en fait une grande offensive qu'il développe contre la classe ouvrière et tous les travailleurs.

C'est donc la plus large unité qu'il faut aujourd'hui construire contre lui pour briser cette offensive par une lutte de la dimension qu'exigent les coups portés!

Ceux qui, par leurs querelles, entravent cette unité prennent de lourdes responsabilités.

Car elle est nécessaire et correspond à l'aspiration profonde de tous les travailleurs, qu'ils soient actifs ou au chomage, pour riposter aux mauvais coups de Giscard-Barre.

Gilles CARPENTIER

# Projets du gouvernement

# BAISSE DES SALAIRES, AUGMENTATION DES IMPOTS

Le budget de l'année 1979 sera, on le sait, en déficit pour financer les profits accrus des entreprises. Pour réduire ce dernier de 20 à 15 milliards, selon les vœux de Giscard, Barre a déjà prévu et annoncé deux séries de mesures : augmentation des impôts qui touchent les travailleurs et « modération des rémunérations ». Il menace même de couper les crédits aux patrons qui ne se montreraient pas suffisamment fermes face aux revendications ouvrières.

(Voir articles p.3)



Chômage, baisse des salaires, impôts accrus, voilà ce que le gouverne ment et le patronat réservent aux travailleurs.

Iran

# Manifestations monstres à Téhéran



Des manifestations monstres se sont déroulées dans les principales villes d'Iran à l'occasion de la fin du Ramadan. Bien qu'étant traditionnellement « une journée de paix », la fin du Ramadan a néanmoins été marquée par la mort de quatre personnes au cours de la manifestation qui a eu lieu à l'Iam. Ces morts portent à quinze le nombre des victimes de ces cinq derniers jours.

C'est plus de 500 000 person-

nes qui ont manifesté sur l'avenue Pahlavi, à Téhéran, lundi, à l'occation de la fin du Ramadan. Déjà, ce week-end, des émeutes qui avaient éclaté dans plusieurs villes iraniennes avaient fait une dizaine de morts parmi les manifestants. A Téhéran, lundi, la manifestation semble s'être déroulée dans un calme relatif, contrôlée sévèrement par le service d'ordre des organisateurs. Le Front national, principale formation d'opposition, et la hiérarchie religieuse ont ainsi

voulu apporter la démonstration de leur position de force. « Nous donnons deux ou trois mois au nouveau gouvernement iranien pour qu'il accède à nos demandes, a déclaré P'Ayajollah Maradit, à Qom, dans le cas contraire, il chutera. » « Des élections libres, at-il poursuivi, doivent être organisées par un gouvernement qui a la confiance du peuple ».

Il est encore difficile de juger comment les événements vont évoluer dans les prochains jours : le Shah compte très certainement sur la fin du Ramadan, période propice aux réunions, pour profiter d'une certaine accalmie. Cela ne l'a toutefois pas empêché d'envoyer sa femme « en vacances » à l'étranger. Du côté du peuple, et malgré la repression, un espoir est né. La censure est partout débordée. L'avatollah Homeyni, rétugié en Irak et le plus ferme dans ses attaques contre la famille impériale et nationaliste conséquent, fait aujourd'hui figure de symbole. C'est sur son nom que se retrouvent aujourd'hui les manifestants pour réclamer la destitution de la monarchie et l'établissement d'une démocratie nationa-

#### SOMMAIRE

#### A propos du voyage de Houa Kouo-feng en Iran

Un voyage à replacer dans le cadre des relations d'État à État face aux menaces que font planer sur tous les pays et peuples du monde les deux superpuissances (lire page 2).

#### Problémes de l'emploi

Un sombre tableau auquel le séminaire de Rambouillet, contrairement aux déclarations gouvernementales, n'a nullement voulumettre fin (lire page 4).

#### Le PCF met à jour son analyse de l'URSS

Un premier aperçu de l'ouvrage « L'URSS et nous », écrit par cinq intellectuels, membres du PCF, avec l'aval du Bureau politique de leur Parti (lire page 5).

#### Espionnage et espionnitte

Une nouvelle affaire d'espionnage va-t-elle éclater à Bonn? Un gros bonnet des services de renseignement d'un pays d'Europe de l'Est, Pacepa, a récemment fui son pays et est allé se confier à la CIA. Selon ses aveux, un espion serait haut placé à Bonn dans les milieux dirigeants du SPD (sociauxdémocrates).

Aussitôt, gros remue-ménage dans la capitale ouestallemande : le contre-espionnage se lance à la recherche de l'espion. De hauts fonctionnaires sont placés sous surveillance, leurs domiciles perquisitionnés. L'opposition chrétienne-démocrate attaque le SPD. La presse tient le public au courant des détails de l'enquête.

L'affaire serait-elle sérieuse? Ou bien s'agit-il d'un nouvel épisode de la rivalité antre sociaux démocrates et chrétiens-démocra-

Tout cela serait assez grotesque si l'Allemagne de l'Ouest n'était pas un enjeu important des services d'espionnage soviétique esteuropéens. Le contre-espionnage ouest-allemand n'est certes pas inactif et il a connu des succès importants ces dernières années. Mais depuis la découverte, en 1974, de l'espion est-allemand, Günther Guillaume, conseiller personnel de chancelier Willy l'ancien Brandt, les milieux dirigeants de Bonn vivent dans la hantise de nouveaux es-

# A propos du voyage de Houa Kouo-feng en Iran

Le président Houa Kouo-feng est rentré en Chine à la suite d'un long voyage qui l'a conduit successivement à Bucarest, à Belgrade et à Téhéran.

Arrivant dans une période troublée de l'histoire de l'Iran, alors que des révoltes éclatent depuis plusieurs mois contre le régime du Shah, cette visite du président chinois a été aussitôt interprétée par certains comme un soutien au Shah en difficulté.

#### **NON-INGÉRENCE**

Cette interprétation ne peut relever que d'une mauvaise connaissance de la liane de conduite chinoise en matière de politique étrangère. Pour les Chinois, un principe absolu guide leurs relations avec les autres pays, c'est celui de la noningérence et de la non-intervention dans les affaires intérieures des autres pays.

Depuis Bandoung, ce principe est d'ailleurs admis comme fondamental par la quasi-totalité des pays du tiers monde. Que signifiet-il? Tout simplement que les relations qu'un chef d'État chinois entretient avec un autre chef d'État doivent être analysées au niveau des relations entre États, c'est-à-dire de manière tout à fait indépendante du système social.

Il serait pourtant tentant, pour certaines personnes, même lorsque l'on approuve ce principe, de lui admettre des exceptions. Il deviendrait dès lors rapidement caduc et dés .ors, chaque pays, pour peu qu'il soit puissant, pourrait faire et défaire les gouvernements des pays plus faibles. C'est d'ailleurs ainsi que procèdent les deux superpuissanles USA au Chili, l'URSS en Tchécoslovaquie ou en Afghanistan:

#### LA CHINE : **UN SOUTIEN DES** PEUPLES EN LUTTE

Telle n'a jamais été la politique chinoise et cela ne l'a jamais pour autant empêché de soutenir et d'être une amie des peuples en

Quand, en 1968, le peuple et la jeunesse française sont descendus dans la rue pour se dresser contre le pouvoir gaulliste, de grandes manifestations de soutien furent organisées en Chine. Cela n'empêcha nullement la France et la Chine d'entretenir de très bonnes relations au niveau des gouvernements.

Lorsque Pinochet, après un sanglant coup d'État, prit le pouvoir au Chili, la Chine ne fit pas comme l'URSS qui, elle, rompit bruyamment ses relations diplomatiques pour mieux les rétablir discrètement quelque temps après.

Non, la Chine maintient relations normales d'État à État avec le Chili, tout en aidant discrètement mais efficacement le peuple chilien et en sauvant la vie de réfugiés politiques.

En ce domaine, comme dans les autres, la politique du président Houa Kouofeng suit en droite ligne celle de Mao et Chou En-laï.

L'ORIGINE

L'origine de ce voyage, c'est dans la position géographique de l'Iran et dans les menaces que fait aujourd'hui peser Moscou sur la paix mondiale qu'il faut la chercher.

Moscou pousse Hanoï à semer la confusion et la querre à sa frontière avec le Kampuchea. L'Afrique, elle aussi, a été cette année le haut lieu des manœuvres soviétiques. L'enjeu de la rivalité des superpuissances reste cependant l'Europe.

Et au carrefour de l'Asie, de l'Afrique, de l'Europe, l'Iran est un verrou qui, s'il sautait, donnerait une position inespérée aux maîtres du Kremlin dans leur volonté de domination mondiale. C'est l'Iran en tant que pays du tiers monde et son peuple, en butte à l'impérialisme des deux superpuissances, que Houa Kouofeng est venu soutenir à Téhéran, en aucune manière le Shah ou le gouvernement

Le très vertueux journal trotskiste Rouge a, bien sûr, été le premier à présenter le voyage de Houa Kouo-feng comme un soutien au Shah d'Iran en difficulté. Nous avons vu qu'il n'en était rien. Mais puisqu'ils sont si soucieux de l'intérêt des peuples, voici deux faits sur lesquels nous aimerions avoir leur opinion:

iranien.

- Moscou a été, en 1977, le premier fournisseur d'armes des dictatures d'Amérique latine, loin devant la France et les États-Unis.

- Cuba a refusé de recevoir une délégation argentine de péronistes de gauche au « congrès de la jeunesse » cet été à La Havane. La raison : ne pas déplaire à Videla dont on connaît les liens très spéciaux qui l'unissent tant à frejnev qu'à Castro.

Après Mengistu en Éthiopie, à quand des soldats Serge FOREST

Au Nicaragua, la garde nationale reprend Matagalpa

### Bilan cinquante morts, cent blessés

cubains pour défendre Videla ?

Matagalpa, la troisième ville du Nicaragua est restée pendant trois jours aux mains de la population avant d'être reprise par la Garde nationale, samedi. Dès vendredi, elle avait lancé un assaut final après plusieurs attaques fructueuses contre les in-

Les insurgés, ce sont surtout des jeunes, lycéens, étudiants qui, durant ces quatre jours, ont tenu en échec une armée de 700 hommes dirigée par le fils du dictateur Somoza, appuyée par des blindés. La population aidait par tous les moyens les insurgés qui furent contraints de se réfugier dans les collines avoisinantes. Selon un médecin, la Garde nationale a tué 50 personnes et en a blessé plus de cent autres.

Aujourd'hui, dans la ville, c'est la terreur, la crainte de voir les insurgés tomber aux mains de la Garde nationale.

Pourtant, tout n'est pas fini au Nicaragua, la lutte se poursuit dans le reste du pays. La grève générale con-tinue et samedi dernier, ce sont les propriétaires des stations service de Managua, la capitale qui ont fermé leurs portes malgré les menaces gouvernementales. Ainsi, l'économie sera totalement paralysée.

A Léon, comme a Ma-nagua, la police et l'armée

doivent faire face à des manifestants. A Léon, ces derniers ont fabriqué des bombes artisanales.

Malgré les assassinats par

centaines, Somoza n'a pas encore gagné la guerre contre le peuple qui, pas une seule fois, n'a baissé les bras.

# l'humanité rouge

L'Humanité rouge Pour toute correspondance BP 61 75861 Paris Cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source Tél: 205 51 10 Directeur politique : Jacques Jurquet Rédacteur en chef : Jean Quercy Chefs de rubrique : intérieur : Claude Buisson –
Front ouvrier : Gilles Carpentier – International :
Annie Brunel nains des torces du Front.

Corée du Nord

# S'unir contre l'impérialisme et les autres forces dominationistes

Teng Hsiao-Ping, vice-premier ministre chinois, doit faire une visite en République populaire démocratique de Corée, le 9 septembre. Après celle du président Houa Kouo-feng en mai dernier, cette nouvelle visite témoigne des relations très fraternelles qui se développent entre les deux pays et les deux partis communistes.

La Corée et la Chine ont toujours eu des liens très proches. Et, ces derniers, les prises de positions convergentes des deux pays sur la situation internationale les ont encore ressérés.

#### DÉNONCIATION DES FORCES DOMINATIONISTES

Le 12 juillet, une réunion conjointe du Parti et du gouvernement coréens a exprimé la position de la Corée sur le mouvement des non-alignés. Après avoir souligné que la base commune à tous les pays non-alignés, c'est la sauvegarde de l'indépendance et le refus de l'asservissement, la réunion déclare : « La situation actuelle exige impérieusement des pays non-alignés qu'ils forment un front uni contre les forces impériali. s, co-Ionialistes punéo-colomatis: (1

tes et dominationistes qu'ils opposent leur stratégie d'union aux manœuvres de division de désa grégation et de conquête de ces forces. »

Après avoir exhorté les pays « à rejeter toutes les formes de domination et d'ingérence étrangères », la déclaration indique : « les maitres de l'Afrique sont les peuples africains, ceux de l'Asie les peuples asiatiques et ceux de la région arabe les peuples arabes. C'est pourquoi les problèmes concernant les pays de ces régions doivent être résolus dans tous les cas par leurs peuples eux-mêmes ». Et plus loin : « Aucun pays n'a le droit de s'ingérer dans les affaires intérieures d'autres pays ni intervenir dans leur guerre civile ».

Quand, par ailleurs, la nord-coréenne reproduit un article chi- laquais, nois où il est question du pla Claude LIRIA reproduit un article chi-

« social-impérialisme soviétique » et de ses activités agressives et expansionnistes », on comprend que cette condamnation des « forces dominationistes » vise de fait l'URSS ses interventions en Afrique.

#### SOUTIEN AU CAMBODGE

Enfin, en juillet, le viceministre coréen des Affaires étrangères a visité le Kampuchéa démocratique. Il a, entre autres, déclaré : « Nous soutenons fermement la juste lutte du peuple Kampuchéan (...) J'ai également constaté l'esprit de travail et l'héroisme dont le peuple et l'armée révolutionnaire ont fait preuve. Etroitement unis autour du Parti communiste du Kampuchéa, ils défendent le pouvoir ouvrier-paysan, les succès de la révolution et l'intégrité territoriale et continuent la révolution après avoir tenu en échec les sabotages de l'impérialisme, du dominationisme et de leurs

#### Pour réduire le déficit budgétaire

# Impôts accrus pour les travailleurs

Nous écrivions hier que le budget de 1979 serait déficitaire. Le déficit initialement prévu par Barre s'élevait à environ 21 milliards de francs. Giscard est intervenu par la suite pour qu'il ne dépasse pas 15 milliards. Il reste donc 6 milliards à trouver pour réduire ce déficit. Un certain nombre de mesures seront prises par le conseil des ministres de mercredi à cet effet. Il s'agit de hausses des prix et d'impôts sur le détail desquels nous allons revenir (ces dépenses n'ont pas pour objet de combler le déficit de 15 milliards comme nous l'avons annoncé hier par erreur, mais bien donc de réduire le déficit de 21 à 25 milliards).

En ce qui concerne l'argent destiné à combler les six milliards, deux sortes de mesures seront prises par le gouvernement : la première et la plus importante consiste dans l'augmentation du prix de produits tels que l'essence, l'alcool, le tabac, les cigarettes, la carte grise et la vignette. Une vignette nouvelle sera même créée sur les auto-

D'autres mesures concerneront la fiscalité et aboutiront à une augmentation des impôts de certains salariés. Parmi ces mesures, il y a la réduction de l'abatte-

ment fiscal de 10 % dont bénéficient les salariés avant des frais professionnels. Jusqu'à présent, le code des impôts prévoit que les salariés exerçant des professions comportant des frais (frais professionnels) bénéficient d'un abattement d'impôt de 10 %. Certains contribuables dont le pourcentage de frais est notablement supérieur à 10 % du salaire bénéficieront d'un abattement supplémentaire.

En 1972, le nombre des salariés bénéficiant de l'abattement de 10 % était estimé à un million de personnes appartenant à quatre vingt-dix professions. FRAIS PROFESSIONNELS: LE LOT DE NOMBREUX **TRAVAILLEURS** 

On a coutume de croire que les frais professionnels sont le fait de cadres et d'hommes d'affaires. Ceuxci ont de gros frais en banquets d'affaires ou autres distractions. Certes, cela existe, mais c'est le cas d'une minorité. Il faut savoir que les abattements frais professionnels sont accordés à des salariés exerçant des professions précises et que tout le monde ne peut donc en bénéficier. Parmi ces professions (au nombre de 90), il y a, entre autres, beaucoup d'ouvirers. Citons-en quelques-unes au hasard, d'après une liste dressée dans le journal Le Monde : ouvriers à domicile : tisseurs à bras de la soierie Ivonnaise, ouvriers à domicile des cotonnades du Sud-Est, tricoteurs du Var, lapidaires du Jura et de l'Ain, polisseurs-ponceurs en lunetterie de la région de Moretz (Jura), chauffeurs et receveurs-convoyeurs de car, ouvriers travaillant à domicile dans les professions suivantes: armurerie et livreurs de cadres de bicyclettes du département de la Loire, tourneurs, fraiseurs, guillocheurs de matière plastique de la région de Saint-Lupicin (Jura), ouvriers d'imprimerie de journaux travaillant la nuit, bibliothécaires et tenanciers de kiosques à journaux de province, etc.

Cette liste est loin d'être complète.

La réduction de l'abattement fiscal pour frais professionnels va donc toucher un nombre relativement élevé de travailleurs aux revenus modestes. Elle va également toucher les couches moyennes, qui constituent également l'une des cibles du pouvoir. D'où la démagogie du gouvernement qui prétend pénaliser les privilégiés. En fait, les plus privilégiés, eux, ne pâtiront pas de ces mesures mais en bénéficieront puisqu'il s'agit des monopoles.

Avec la hausse des prix, la nouvelle vignette et la réduction des abattements d'impôts pour frais professionnels, les travailleurs paieront donc pour que les capitalistes puissent bénéficier de subventions et accroître leurs profits.

#### Barre exige

#### Modérez les salaires

Avant le Conseil des ministres, Barre a voulu donner le ton dans une déclaration publique. Il ne s'émeut guère, on l'a déjà vu, de l'augmentation des prix au-dessus de 10 % et cherche à la minimiser. Par contre il est parti en guerre contre l'augmentation des salaires qu'il juge bien entendu désastreuse.

Barre s'est donc fâché et a envoyé à Monory, ministre de l'Économie, une lettre pleine de menaces. Dans cette lettre, Barre exige que « soient prises, des à présent, les dispositions propres à empêcher tout relâchement dans la politique salariale des entreprises ». Autrement dit, pas d'augmentation des salaires et blocage de ceux-ci. C'est que d'après Barre, une hausse des salaires qui ne soit que du vent, provoquerait l'inflation. Cet argument serait du plus haut comique s'il n'était pas aussi cynique. L'inflation, par exemple, c'est précisément le moyen principal choisi par le pouvoir pour financer le déficit du budget 1979 et les cadeaux qu'il fait aux monopoles.

#### CHASSE AUX CANARDS BOITEUX

Au cas où les patrons ne se montreraient pas suffisamment intransigeants face aux revendications des travailleurs, Barre va jusqu'à les menacer de restriction ou de suppression du crédit ou de l'aide de l'État. Il a demandé à son ministre de l'Économie de veiller à ce que soient prises « des mesures permettant de prendre explicitement en compte le comportement des entreprises en matière de rémuneration pour l'attribution des concours et des prêis de l'État ». Monory est ainsi chargé de déceler les « branches où seraient dépistées une tendance à la hausse excessive des rémunérations, », « Au cas où vous observeriez pendant les mois de septembre et octobre, une pareille tendance, dit-il, il deviendrait nécessaire de limiter la progression des crédits accordés aux entreprises. »

#### CHANTAGE A L'EMPLOI

Pour tenter de faire accepter aux travailleurs un véritable blocage des salaires déguisé, Barre prétend que la « modération de l'évolution des rémunérations » est indispensable pour « une amélioration de la situation de l'emploi, car des hausses excessives de salaires ne peuvent avoir pour effet que d'accroitre les risques de chômage pour de nombreux travail-

Quel culot, alors que toute la politique vise justement à favoriser la restructuration de l'économie et le redéploiement des monopoles et s'accompagne de fermetures et de licenciements dans les entrepri-

#### **ETALAGE DE** CYNISME

On peut juger du cynisme du Barre quand on sait qu'au moment même où il part en guerre contre la hausse des salaires qu'il veut réduire de moitié, il libère les prix, plongeant des millions de famille dans la gene.

D'autre part, dans une interview accordée au Figaro. Barre déclare : « On préconise l'abaissement de l'âge de la retraite et la réduction généralisée du temps de travail. Je crois que ces mesures vont à contre-sens... Réduire la durée du travail, abaisser l'âge de la retraite alourdirait les charges qui pèsent sur les entreprises et sur la collectivité nationale. » Tels sont les propos de Barre. Peu lui importent les charges qui pèsent sur le dos des travailleurs. Ce qui l'intéresse c'est de ne pas alourdir les coûts de production des entreprises afin qu'elles puissent accroître leurs profits.

#### Rhodésie, Smith-N'Komo

# Une initiative condamnée d'avance

L'annonce dimanche dernier à la télévision tanzanienne par le président Nyerere de plusieurs rencontres qui auraient eu lieu en août entre Joshua N'Komo, dirigeant de la Zapu et co-leader du Front patriotique, et Ian Smith, le chef de file des colons blancs rhodésiens, a fait l'effet d'une bombe en Afrique australe. Condamnée par le président tanzanien, cette dernière manœuvre de Smith s'avère un nouvel essai pour diviser les forces nationalistes du Zimbabwe ainsi que les pays « de la zone de front » qui les soutiennent.

En proposant à N'Komo de remplacer dans son gouvernement l'archevéque Muzorewa et le révérend Sithole, Smith tente de renouveler son essai de règlement interne tout en cherchant à isoler la Zanu de Robert Mugabe, la principale force de guérilla du pays.

Cette initiative semble cependant vouée à un



Ian Smith et Joshua N'Komo.

échec complet. D'une part, N'Komo n'a toujours pas donné de réponse à cette proposition; d'autre part, tant au niveau du pays qu'au niveau des États « de la ligne de front », elle semble avoir eu pour l'instant comme consé-quence principale de relancer la guerre et de compromettre toute chance de règlement négocié, et ce, alors que 80 % du pays est aujourd'hui aux mains des forces du Front.

#### Pont aérien soviétique vers le Vietnam

De source américaine, on apprend qu'un pont aérien soviétique a été mis en place ces dernières semaines avec le Vietnam. Une vingtaine d'avions russes auraient ainsi fait parvenir des fournitures civiles et militaires. Des techniciens russes sont sur place.

Ainsi, malgré les déclarations des dirigeants vietnamiens sur leur désir de négocier avec le Cambodge et la Chine, cela montrerait bien que ce ne sont que de belles paroles et que la direction vietnamienne est décidée à poursuivre son agression contre ces deux Aiguilleurs du ciel

#### Le mouvement est suspendu mais la grève n'est pas finie

Les aiguilleurs du ciel ont suspendu leur mouvement lundi et, l'après-midi, ils ont tenu des assemblées générales pour faire le bilan de l'action et envisager les perspectives.

Ne pouvant isoler les travailleurs de l'opinion, après les menaces du ministre, l'administration tente de saper la combativité des grévistes en s'en prenant à leur salaire.

Ainsi pour le centre de contrôle de la région Nord. la prime d'exploitation des aiguilleurs a été totalement or

de Bordeaux l'ont eu réduite de 80 à 90 %.

Au total cela fait de 1 200 à 1 500 francs en moins sur la fiche de paye.

Contrairement à ce que nous avons dit par erreur hier, le ministre des Transports n'a pas ouvert de négociations.

Au moment où il y a beaucoup de bruit fait aumage », voilà dans la réalité comment.) le gouvernement.) Il gouvernement.) Il gouvernement. supprimée : . ceux. d'Aix . et ... traite des travailleurs ......

# Mercredi 6 septembre 1978 HUMANITE ROUGE -

# Les problèmes de l'emploi (1)

# De juin à juillet, 55 000 personnes de plus se sont retrouvés au chômage

A en croire les grands quotidiens officiels ou semi-officiels, l'emploi a été au centre des « préoccupations » des séminaristes de Rambouillet. Ils ont appelé ça « attaquer le chômage ». Mais la réalité est tout autre.

Les ouvriers

refusent le plan

Examinons tout d'abord la situation globale de l'emploi. Si l'on en croit les statistiques officielles il y avait 1 241 000 demandeursd'emploi (chômeurs) en juillet contre 1 186 000 en juin. Toujours en juillet, le nombre d'offres d'emploi a diminué de 16 700 et le nombre de demandes a augmenté de 89 900. La durée d'attente entre deux emplois est passée de 146 jours à 154 en un an. Le nombre des licenciements pour rai-

Terrin (Marseille)

Terrin à Marseille est

un groupe de la répara-

tion navale où travaillent

3 071 salariés. Depuis

deux ans, il y a eu 1 475

d'hui, les capitalistes des

« Ateliers et Chantiers du

Havre », autre entrreprise

de la réparation navale

veulent mettre la main

sur Terrin. Les ouvriers,

lundi, en assemblée généra-

le ont rejeté le plan du

PDG havrais Fournier et

bloqué le port de Marseil-

Le « plan Fournier »

prévoit pour l'entreprise le

licenciement de nombreux

travailleurs (730 environ).

En langage de patron, il

« reprenait 1 100 salariés

de la SPAT et des ateliers

provençaux, 540 à Sud-

Marine, et 200 employés

attachés au travail au sol

sur la zone des entrepri-

syndicales CGT et CGC,

tout ça est « négociable »:

Ce plan également veut ré-

duire les salaires de 18 à

20 % et revenir sur les

profite la crise... Pour son

plan, Gilbert Fournier

avait reçu un milliard des

On voit par là à qui

avantages acquis...

Réponse des directions

ses du port.

Aujour-

licenciements.

sons économiques est passé de 29 200 à 35 400 en un 'an, les fins de contrats a durée indéterminée de 29 800 à 44 300 pour la même période.

Au niveau de l'Europe, on compte 5,6 millions de chômeurs ce qui représente 5,6 % de la population active globale. La situation en France n'est donc que l'exacte réplique de ce qui se passe au niveau européen et prouve l'ampleur de la

Willot, Terrin, c'est

par milliers que les tra-

vailleurs sont licenciés. Et

maintenant, voilà ouver-

tement que les patrons

veulent baisser le salaire

des ouvriers qui ont du

travail ! Its savent que

là-dessus, ils peuvent

compter sur Barre dont

une récente circulaire

(voir dernier bimensuel)

indiquait son intention de

bloquer les salaires des

employés de la fonction

On voit aussi, sans

même en examiner les

modalités de plus près que

toute la cascade d'accords

signés cet été entre patro-

nat et directions syndica-

les ne sont pas une vic-

toire pour les travailleurs,

puisqu'ils ne stoppent en

rien l'offensive de la bour-

A cette tactique de né-

gociation à froid, à tous

ces accords où les ou-

vriers ne reconnaissent pas

leurs aspirations et qui

sont un piège patronal,

les travailleurs sauront

répondre, comme ceux de

Terrin hier l'ont fait en

bloquant le port, ils sau-

ront s'unir et passer à

l'action pour leurs reven-

dications...

geoisie contre ceux-ci.

publique.

TOUCHÉES

Si l'on en croit toujours les statistiques et en admettant la division en trois sections, biens intermédiaires et bien d'équipements, on a

moins 174 000 postes soit 7,3 % des effectifs globaux.

moins 110 000 postes soit 5,8 % des effectifs globaux.

moins 32 000 postes soit 3,8 % des effectifs globaux.

Pour les régions particulièrement touchées et où se trouvent des « abces de chômage », on a une situation catastrophique. Par exemple Valenciennois (Nord), il est prévu 3 000 licenciements à Usinor (Trith saint- Léger). De 1962 à 1974 les charbonnages ont vu baisser leurs effectifs de 11 600 à 5 200 personnes, la sidérurgie de 14 300 à 12 200 et la métallurgie de 8 500 à 7 500. Depuis janvier 1978, il y a eu 1 200 licenciements.

Dans la région Provence, on compte 2 000 licenciements par mois. Ce sont deux exemples significatifs.

LES CHANTIERS

On ne peut parler de la crise des chantiers navals en France sans la resituer au niveau mondial et européen. Au niveau mondial, des pays comme le Japon, les USA ont vu baisser

leurs commandes de 13,5 % et 8 %. Cette crise mondiale a son origine dans la concurrence acharnée à laquelle se livrent les différents monopoles qui les aménent à construire plus de bateaux que le marché n'en nécessite.

Au niveau européen, on a enregistré une baisse des carnets de commandes de 9% au premier trimestre 1978, ce qui correspond à 3 millions de tonnes. Une fois les chantiers achevés, il n'y aura du travail que pour un tiers du per-

En France, les carnets de commandes ont baissé de 40 % en 1977 et de 18 % pour les six premiers mois de 1978, ce qui correspond à une production de 370 000 tonnes sur un total de 1 500 000 tonnes. Les entreprises des chantiers navals regroupent 40 000 personnes et 100 000 avec la sous-traitance. Il n'y a du travail que pour 40 % des effectifs.

Terrin: 850 licenciements avaient été effectués au printemps dernier et trois mois avaient été donnés à l'entreprise pour faire ses preuves. Aujourd'hui, la situation est catastrophique pour les travailleurs. Un acquéreur a été trouvé pour l'entreprise mais il réclame 352 licenciements sur 3 071 personnes (chose que les travailleurs ont refusé). le nouvel acquéreur Fournier, PDG des ateliers et chantiers du Havre, entend aussi s'attaquer aux avantages acquis pour réduire le « déficit ».

Un des problèmes qu'il a à résoudre dans ce do- charge de travail est assu-

le prix de revient par heure de 117 F à un prix de vente de 80 F par heure, ce qui veut dire qu'un bateau revient plus cher qu'il n'est vendu.

Les ouvriers seraient trop payés (48,26 F par heure avec toutes les primes, boni et heures supplémentaires).

Il semble que Fournier ait reçu l'appui des directions syndicales puisqu'il déclare : « Les représentants du personnel comprennent les problèmes qui se posent à moi et sont prêts à mettre de la bonne volonté pour m'aider à les résou-

La Ciotat: 1 347 licenciements sont prévus dans ces chantiers navals.

Dubigeon-Nantes: il y a eu réduction d'horaire. La

rée jusqu'à février 1979,

#### LES CHOIX DES MONOPOLES ET DU GOUVERNEMENT

Une restructuration globale est envisagée afin de rentabiliser ce secteur au maximum. D'un côté, on aurait les chantiers de l'Atlantique (liés à l'Alsthom) et Dubigeon, de France-Dunkerque l'autre (Empain-Schneider), chantiers navals de la Ciotat et les constructions navales et industrielles méditerranéennes (CNIM). Pour cela, on licenciera à outrance. Et ce n'est certainement pas au séminaire de Rambouillet que cette politique a été revue. Au contraire, il s'agit de l'ac-

#### EXEMPLES DE SECTEURS ET DE RÉGIONS

teurs, biens de consommales résultats suivants :

Biens de consommation :

Biens intermédiaires :

Biens d'équipements

#### NAVALS

# Fabre dit oui

Fabre vient donc de dire oui à Giscard. Il est chargé d'une mission sur le chômage. Trois axes lui ont été fixés : le développement du travail à temps partiel, l'insertion des jeunes dans le monde du travail et les disparités régionales de l'emploi. Fabre dit avoir obtenu satisfaction sur les conditions de sa mission : des moyens suffisants et sa liberté de critique. Il prétend de plus que n'ayant pas de compte à rendre à Giscard, il agit en toute indépendance. En réalité, il semble bien que cette mission soit un bout d'os à ronger, du moins en ce qui concerne le chômage.

Fabre dit avec juste raison que le « chômage et l'emploi sont devenus les préoccupations No 1 des Français ». C'est, dit-il, ce qui donne de l'importance à sa mission. Tout en affichant la modestie, Fabre en effet, considère son nouvel emploi de missionnaire comme un fait qui répond à une

LE « BON SENS » ET « L'EXPÉRIENCE »

Avec quels moyens prétend-il lutter contre le chômage : lui-même l'a dit avec « le bon sens » et « l'expérience du chômage ». S'il ne fallait que le premier attente. pour annuler le chomage, il

y a certes longtemps qu'il ne serait plus un problème. Quant à l'expérience du chômage, les un million cinq cent mille chômeurs en constituent une source inépuisable, mais, semble-t-il, insuffisante pour venir à bout de ce fléau du capitalisme. Fabre se laisse aller à réver et n'a, semble-t-il que bien peu de connaissances sur la cause du chômage et ses conséquences sur les travailleurs.

#### MISSION IMPOSSIBLE

Mais rassurons-nous : il nous a dévoilé certaines de ses réformes. Citons-en quelques unes : la lutte contre le cumul des retraites, la réduction des horaires de travail, la relance de la

consommation populaire, la diminution des charges sociales des artisans, la mise en train de chantiers nationaux ou régionaux. Que dire de ces mesures?

Elles semblent pleines de bonnes intentions. Le malheur est que Barre vient d'annoncer qu'il était hostile à la réduction du temps de travail et à l'augmentation des salaires. Par ailleurs, au moment où Fabre fait étalage de sa bonne volonté, le gouvernement a déjà annoncé qu'une augmentation du chômage serait inévitable dans les mois et les années qui viennent. Fabre a bonne mine et les travailleurs ne se tromperont pas sur la nature de sa mission... des paroles, encore des paroles pour servir l'ouverture politique de Giscard tob arch 3

#### SPLI-Rennes

banques et de l'État.

Rectificatif

Contrairement à ce que laissait entendre l'article d'hier, l'occupation se poursuit à la SPLI. En effet, le résultat de la consultation organisée a été de 102 votes pour la poursuite de l'occupation et 101 contre et nous avions annoncé Pinyersean few of no start ordered in the real particle of the start of the real sta

# Le PCF met à jour son analyse de l'URSS

Par Philippe LECLERC

"L'URSS et nous", ouvrage écrit par 5 intellectuels du PCF avec la bénédiction du bureau politique, se propose de donner une «conception cohérente» de l'URSS. Au delà, le livre s'interroge sur les principes fondamentaux du communisme. Un document qui fera date.

L'HUMANITE, organe central du PCF, en publie lundi la préface intégrale, avec l'approbation et les compliments officiels du Bureau politique en première page. « L'URSS et nous », ouvrage collectif de cinq intellectuels du PC français, sous la direction de Francis Cohen, est un document qui marquera l'histoire de ce parti et ses relations avec Moscou.

Publié aux Éditions sociales, ce livre tombe en une période où l'URSS occupe une place très importante, tant sur la scène internationale dans l'actualité politique française, européenne et mondiale que dans les préoccupations de chaque militant du PCF.

Déjà avant les élections, Frémontier, aujourd'hui intellectuel contestataire du PCF, avait participé à un groupe de travail définissant que le principal blocage qui retenait de nombreux électeurs de voter « communiste » était la question de l'URSS.

L'URSS est en effet de plus en plus trésente partout dans le monde et elle multiplie ses interventions. Citons la présence russe (et cubaine) en Afrique et en Éthiopie, l'adhésion du Vietnam au COMECON dirigé par l'URSS, la campaene anti-chinoise que mêne l'URSS directement et par pays interposés.

Dix ans après l'invasion sanglante de la Tchécoslovaquie, l'hégémonie russe veut s'étendre sur les cinq continents, ce qui ne peut qu'inquiéter des millions de personnes, amies de la paix et de l'indépendance des peu-

La méfiance par rapport à l'URSS d'aujourd'hui ne pouvait que se renforcer au fur et à mesure que l'on apprenait le sort qui était fait dans ce pays aux intellectuels et ouvriers contestataires.

#### DANS TOUS LES ESPRITS...

La question de l'URSS fut (et reste) aussi au centre de bien des débats oui suivirent l'échec de la gauche aux élections tégislatives. Déià Elleinstein avait rappelé que selon lui la voie française au socialisme ne pouvait être ni social-démocrate, ni « stalinienne » (entendez russe).

Jeannette Vermersch, à l'autre bout du panier, se lancait dans une émission télévisée de défense inconditionnelle du pays de Breiney.

Là encore, il fallait faire le point, d'autant plus qu'approchent les élections au Parlement européen, événement capital pour une Europe menacée par des milliers de chars et des centaines de milliers de soldats russes massés à ses frontières.

Là aussi, le PCF se montrait divisé en son sein, comme se sont montrés diviséa les partis européens : le PC italien et le PC espagnol se disent européens, partisans de l'entrée de la Grèce et de l'Espagne dans le Marché commun, ce qui leur vaut les critiques acerbes de Marchais.

#### L'EURO-COMMUNISME

Le PC italien de Berlinguer va même plus Ioin. D'une part, il met officiellement en doute le fait que l'URSS soit un pays socialiste, mais encore il se montre tout prêt à condamner l'URSS pour hézémonisme (ce qui est bien le cas). C'est ainsi que le PCI condamnait le soutien de l'URSS à l'Éthiopie, dans son agression contre la Somalie et l'Érythrée.

Plus récemment, lors de la visite du président chinois Houa Kouo-feng en Yougoslavie et en Roumanie, l'organe du PCI, L'Unità, saluait et applaudissait l'événement. Or, l'essentiel de la visite du dirigeant chinois dans ces deux pays d'Europe était bien de prévenir contre le danger de plus en plus réel d'une agression russe sur les Balkans et l'Europe et de parler d'unité des pays balkaniques et européens face à ce danger. De fait, c'est cela que le PCI applaudissait, officiellement.

Sans doute jamais un parti eurocommuniste n'était allé aussi loin dans ses distances par rapport à Moscou. Cela ne pouvait que faire des remous au sein de tous les partis communistes européens. Le PCF se devait pour cela aussi de prendre

Dans la préface de « L'URSS et nous » (à ce iour, seule la préface a été rendue publique) les cinq auteurs se proposent done de ne plus en rester à une dénonciation partielle de tel ou tel événement considéré comme un abcès sur un corps sain : les camps de concentration ou l'invasion de la Tchécoslovaquie. L'ambition de l'ouvrage est énorme : faire l'analyse de l'URSS depuis la Révolution d'Octobre, de ses rapports avec le PCF depuis le Congrès constitutif de Tours (1920), prendre rurss comme un tout pour en donner une « conception cohérente ».

Dans cet ouvrage les auteurs qui ont le feu vert du Bureau politique du PCF précisent et affirment sans doute les distances que leur parti a prises peu à peu avec l'URSS ces dernières années. C'est l'un des aspects les plus importants de ce livre sur lequel nous aurons l'occasion de revenir.

# «Faut-il encore parler de marxismeléninisme ?»

« Faut-il encore parler de marxismeléninisme ? », telle est la question posée très explicitement par la préface de « L'URSS et nous ». Après avoir abandonné officiellement la dictature du prolétariat lors de son dernier congrès, le PCF se préparerait-il à abandonner maintenant la référence à Marx et à Lénine lors de son prochain congrès ? « Sans doute, n'est-il pas scandaleux de se le demander » répond le texte.

« Avec l'écroulement du dogme de l'infaillibilité stalinienne et l'évidence de désaccords graves à la direction du PCUS, toute une conception du fonctionnement d'un parti communiste, conception qui avait plus ou moins été adoptée par le nôtre, se trouvait remise en cause. L'URSS ne podvait plus être le modèle, son expérience perdait sa valeur universelle, ce qui en provenait dans notre théorie et notre pratique devait être passé au feu de la critique », déclare

Dès lors (après sa « déstalinisation »), le PCF en vint peu à peu à l'idée exprimée clairement aujourd'hui : il n'y a pas de « référence commune » ni pour le socialisme, ni pour les différents partis communistes.

#### NI MODELES NI RÉFÉRENCES

Tout d'abord, l'URSS, si adopté un peu facilement elle est encore considérée; le se taninisment simplifie

comme un pays « socialiste », n'est pas le modéle de socialisme dont veut le PCF. Cela, le texte le réaffirme clairement : « Cela veut dire qu'il n'y a pas de projet socialiste universel prêt à resservir et qui, appliqué demain en France, pourra, les lieux et les temps ayant changé, donner par là même des résultats autres (entendre par là meilleurs) que jadis en URSS ».

Cette affirmation découle en grande partie sans doute de l'affirmation suivante faite un peu avant dans le texte : « En effet, la réalité soviétique apparait de moins en moins aux masses populaires françaises comme un modèle à suivre ».

Mais le texte va plus loin encore. Toujours à partir de la « déstalinisation», il est dit « Un réexamen sérieux montre-rait certainement aussi que nous avons un moment adopté un peu facilement

et dogmatique de Staline ... Cela pose qu'on le veuille ou non le problème du léninisme. ».

Elleinstein déjà et d'autres eurocommunistes avec lui avaient commencé à remettre en cause l'œuvre et la pensée de Lénine ou tout au moins sa validité pour nous aujourd'hui encore. C'est à petits pas que le texte se lance dans cette voie.

#### ET TROTSKI

Dans la même logique, la préface de « L'URSS et nous » irait même (toujours à pas comptés) vers une remise en honneur de Trotski, condamné par le PC soviétique et tous les partis communistes du temps de Staline ét déjà critiqué en son temps par Lénine.

Citons Francis Cohen:
« Dans ces conditions, nous avans rejeté totalement les idées et l'œuvre d'hommes comme Trotski ou Boukharine, pour ne citer que ces deux grandes personnalités, qui n'ont pas été réhabilitées en URSS ».

Les « conditions » en question sont d'une part la volonté des partis communistes à l'époque de Staline d'assurer « le monolithisme » de leurs partis respectifs et de tout le Mou-

vement communiste international et d'autre part le fait que toujours le mouvement révolutionnaire français à dû faire face à des traitres en son sein et les châtier.

Fidèle là aussi aux idées pluralistes de l'eurocommunisme, Francis Cohen, et derrière lui le Comité central, verrait plutôt un parti qui accepterait dans ses rangs des personnes, voire des courants ayant des conceptions politiques tout à fait différentes.

#### CELA VA TRES LOIN

Comme on le voit, cela va très loin, beaucoup plus loin que les questions initiales sur l'URSS d'aujourd'hui. Au delà de l'analyse du Politburo de Breinev et de la politique qu'il mène, au-delà même de l'analyse historique de l'URSS, la direction du PCF remet en cause la possibilité pour des partis communistes de s'unir autour d'une idéologie, d'un système scientifique, le marxisme-léninisme, comme ils remettent en cause la nécessité de l'unité centraliste démocratique d'un parti communiste sur la base de cette idéologie.

Le texte se termine par un rappel de « la voie française au socialisme » et conseille de « poursuivre, la, 11 recherche » dans ce sens.

### «Une étude nécessaire pour deux raisons»

(extrait de la préface signée Francis Cohen)

« Nous n'avons pas l'intention d'éluder les grandes interrogations : l'URSS est-elle socialiste ? Quels sont les conflits internes ? Peut-on faire un bilan des dégâts staliniens ? La terreur est-elle impliquée par le système ? S'est-il formé une nouvelle classe d'exploiteurs ? Y a-t-il en URSS une crise économique et politique ?...

« C'est la façon même d'étudier et de considérer l'Union soviétique que nous avons tenté de renouveler »...

« Cette entreprise est, nous en avons conscience, chose délicate. Elle est cependant nécessaire pour deux raisons.

La première est qu'il faut établir sur des bases claires les rapports entre communistes français et soviétiques. Des désaccords existent qui ne sont pas d'humeur ou d'opportunité, mais de fond et gagnent à être explicités et délimités...

... La deuxième raison est que nous avons besoin d'une connaissance approfondie de l'expérience soviétique et de toutes les expériences socialistes pour préparer la notre propre. Et de là, il ne s'agit pas de trier le bon et le mauvais pour adopter l'un et rejeter l'autre, mais de comprendre quels ressorts, quelles liaisons, quelles structures, quels fonctionnements, quels rapports, quels enchaînements sont en jeu et en apprendre ainsi davantage sur la vie réelle d'une société socialiste.

Cette « recherche » a déjà amené l'abandon officiel de la dictature du prolétariat... « Jusqu'où iront-ils ? » doivent se demander aujour-d'hui bien des militants du PCF. Abandonneront-ils demain officiellement Marx et Lénine aussi ? ».

Cela est loin d'être improbable. En tout état de

cause, la préface de « L'URSS et nous » en contient tous les germes. Le livre formulera peut-être quelques critiques de fond sur l'URSS d'aujourd'hui, il prendra peut-être un peu plus de distance par rapport à Moscou... mais son intérêt, on le voit déjàl, de passe ce cadre.

L'HUMANITE ROUGE - Mercredi 6 septembre 1978

#### Un voyage d'affaires

Dimanche, De Guiringaud est arrivé à Bangkok, capitale de la Thaîlande. C'est là la première étape d'un voyage qui doit aussi le conduire au Vietnam et en Indonésie. Mais plus que la diplomatie la recherche de débouchés pour l'économie française est le but de cette tournée.

Dans ce voyage, De Guiringaud sert surtout de couverture diplomatique. Son accompagnement est bier plus révélateur sur le but de la visite de la délégation française en Asie. Pour l'étape thailandaise, le ministre sera en effet accompagné de représentants de plusieurs grandes firmes francaises. Citons la SNIAS Alsthom-Atlantique, CIT-Alcatel, SPIE-Batignolles et Rhône-Poulenc. Quant à l'é tape indonésienne, la mission patronale sera organisée par le CNPF et comprendra une vingtaine d'hommes d'affaires.

#### Le maitre-mot exportations

Le maître-mot de ce voyage est : exportation. Le semestre dernier a vu les exportations françaises faire une percée foudrovante sur la marché thaïlandais. Avec un chiffre de 418 millions de francs, elles ont progressé de 188 % par rapport à celles du premier semestre 1977. La vente d'Air-bus est à l'origine de ce bond. Le patronat français espère bien sür continuer sur la lancée et accroître ses fournitures à la Thailande.

Plus importante encore est la visite en Indonésie. Avec une population de 136 millions d'habitants (autant que l'Afrique), elle constitue un marché très important. Les richesses naturelles de ce navs sont d'autre part considérables. Le pétrole y est en grande quantité. Il possède aussi de l'uranium. Ainsi la bourgeoisie française espère-t-elle être associée au développement économique du pays et à l'exploitation de ses richesses, notamment dans le domaine des tranports terrestres et maritimes, de la distribution d'électricité et de la pétro-Un représentant chimie. d'une filiale du Commissariat à l'énergie atomique, la Cogema, doit durant ce voyage négocier un accord en vue de la prospection et l'exploitation de l'uranium.

La visite au Vietnam sera, elle, plus platonique. Il s'agira surtout d'un acte de courtoisie dans l'espoir bien sûr qu'il contribuera à améliorer la position française a dans ce pays

#### Séminaire de Rambouillet

# Quand la violence sert de prétexte à la répression

La violence a constitué l'un des sujets importants abordés à Rambouillet. On sait que le pouvoir travaille à développer dans l'opinion un reflexe de peur, en menant campagne sur la violence qui nous menacerait, sur l'insécurité ambiante. Désormais l'intoxication du pouvoir va prendre une forme encore plus systématique et ouverte comme les décitions prises à Rambouillet en témoignent.

« Je demande au youvernement de conduire une action énergique, efficace et cohérente contre les actes de violence ». Telle a été la consigne donnée par Giscard aux ministres intéressés, à Rambouillet. Estimant que la France subissait une violence moindre que celle d'autres pays, il n'en considère pas moins que cette question est particulièrement sensible aux Français et que des mesures doivent être prises.

Trois mesures pourraient être adoptées pour concrétiser « l'action énergique » réclamée par Giscard :

#### LES FLICS **VOUS INFORMENT**

Tout d'abord une « information systématique de l'opinion » : chaque fois qu'un acte de violence seta commis, Bonnet, le premier flic de France, ou ses acolytes du ministère de l'Intérieur « informeront » les Français. Ceci afin de sensibiliser l'opinion à la violence et d'obtenir l'appui de la population dans la lutte anti-terroriste.

Désormais donc il semble que pour le pouvoir, les journaliste de la radio, de la télévision, de la presse écrite ne suffisent pas. On sait pourtant que l'information dispensée par la plupart des mass-média ne pêche pas par excès de critiques à l'égard du régime. Mais la complaisance des moyens d'informations ne semble pas suffire, semble t-il, à Giscard et Bonnet. Désormais non contents de réprimer, le premier flic de France va nous informer. Les appels à la délations, à la collaboration avec la police, constitueront, n'en doutone pas le programme des interventions de ces journalistes d'un nouveau style. On sait qu'en Allemagne de l'Ouest la télévision est utilisée pour faire collaborer la population avec la police. Télé-flic ou radioflic telle est donc la nouvelle formule du pouvoir pour mener à bien ses campagnes d'intoxication sur la violen-

#### **BRIGADE CONTRE** LE TERRORISME « POLITIQUE »

L'intoxication ne sera pas la seule mesure prise : une brigade anti-terroriste va être créée. Composée d'une centaine de flics, au tir-réflexe et hautement conditionnée, elle sera chargée de lutter contre le terrorisme politique national ou international. Cette brigade sera en outre chargée de l'identification de ses victimes. Cette brigade antiterroriste s'ajoute à celles qui existent déjà. Or la violence policière est la principale source de violence actuellement. On ne compte plus le nombre de victimes innocentes des policiers. De cette violence et de ses victimes le pouvoir ne parle pas et ne parlera



pas à l'avenir. Le pouvoir utilise le prétexte de la violence pour developper la sienne propre.

L'État-major de la police va aussi unifier l'information et « faire circuler le renseignement » afin d'être plus efficace.

#### LES PRISONNIERS ONT BON DOS

Dernière mesure : elle concerne les régimes de permission des prisonniers. Dé-

sormais, un distinction sera faite entre les délinquants ordinaires et les délinquants dits violents. Cette distinction permettra en premier lieu aux juges de punir plus sévèrement les seconds. En second lieu, les conditions pour obtenir des permissions seront bien plus difficiles pour les prisonniers dits violents, puisque le directeur de la prison et un juge devront donner leur approbation. Les délinquants jugés les plus dangereux ne bénéficieront plus

de permission.

Or une infime minorité de prisonniers commettent des actes de violence au cours de leur permission. Les détenus servent là de boucs-émissaires dans une opération destinée à frapper l'opinion. Une telle mesure ne résoudra rien. Au contraire, elle ne pourra que susciter le mécontentement et la lutte des prisonniers dont les conditions de détention vont s'aggraver.

Henri MAZEREAU

# Démission d'une militante du Comité central de la Lique communiste révolutionnaire

Libération publie dans son édition du 4 septembre une lettre de démission aux militants ouvriers, sid'une militante du Comité central de la Ligue communiste révolutionnaire. Cette lettre présente de nombreuses critiques plus douteuse en direction positives à l'égard de cette organisation de quelques bureaucrates trotskyste.

tent pour la classe ouvrière les élections bourgeoises. If fallait expliquer que jamais le pouvoir ouvrier ne naitra dans le cadre des institutions bourgeoises... »

« ... Nous avons semé de graves illusions sur les D'ailleurs, réformistes... nous-mêmes, comme les réformistes, nous avons joué le jeu de la farce électorale, apparaissant de comme ayant un programme « plus à gauche ».

#### UN CENTRALISME DEMOCRATIQUE QUI **NE FONCTIONNE** PAS

« ... Il existe aussi au sein de la Ligue quelques problèmes à propos du

« ... Dès octobre 1977, centralisme démocratique, reaucratiques où s'épail aurait fallu marteler Rappelons tout de même nouissent de plus en plus sur l'impasse que représen- que le débat sur le centra- certains de nos militants ? dans l'organisation. W

#### LE MANQUE DE **FORMATION DES** MILITANTS

donne-t-on aux militants ou ouvriers pour rester à la Ligue : un activisme forcené, pas de formation poli-

la ligne politique de la comples y pousser un peux

« ... Qu'apporte la ligne non quelques recettes de cuisine syndicale pour une intervention de plus en politiques ou syndicaux ou bien dans les congrès bulisme démocratique doit Mais rien sur les proavoir lieu au Comité cen- blèmes de fond. Rien sur tral depuis août 1977 ; les l'analyse des classes, rien textes de l'époque vien- sur l'organisation capitalisnent seulement de sortir te du travail... ». La dénonciation de tous ces manques n'est pas fortuite. Il est normal que les militants aspirant au socialisme remettent en question ce type d'organisation, puisqu'elle est inca-« ... Outre la politique pable de définir une ligne erronée, quelles armes politique claire et cohéren-

D'une part, elle critique les lignes « bourgeoises, tique sérieuse et une image bureaucrates, et réformisd'une organisation ayant tes » du PC et du PS, des mœurs petites bour- d'autre part elle les taxe de partis ouvriers; elle appel-« ... Il n'empêche que le à voter pour eux en les militants ouvriers de laissant croire qu'ils pourl'organisation participent ront changer radicalement très peu à l'élaboration de la société à condition de

# Politique de relance du sport!

La pratique du sport à l'école n'était guère brillante pendant l'année scolaire 77/78, celle de 79 va s'aggraver.

En effet, le plan de relan-ce du sport à l'école de Jean-Pierre Soisson va considérablement diminuer la pratique de l'éducation phy-

600 postes d'éducation physique à l'université seront affectés aux lycées et aux collèges. Or, il n'y a déjà qu'un enseignant pour 2 200 étudiants.

1 083 postes ont été créés au budget 1978, celui de 1979 n'en comprendra même pas la moitié, alors que 74 500 heures d'éducation physique et sportive manquent pour atteindre l'objectif de trois heures hebdomadaires dans les CES

et de deux heures dans les lycées. Dans le même temps 747 étudiants qui ont terminé leurs études se retrouveront au chômage.

Dans les lycées les heures réservées à l'animation sportive seront réduites et passeront de trois à deux.

Quant aux professeurs en place, ils seront obligés d'effectuer deux heures supplémentaires. Leur horaire hebdomadaire sera de vingtdeux heures, alors que les professeurs certifiés auxquels ils sont assimilée en font dix-huit.

A l'annonce de ces mesures, les syndicats des professeurs d'éducation physique, dont le SNEP, ont vivement réagi et n'excluent pas une grève dès le début de la rentrée pour contrer Jean-Pierre Soisson.

# Continuer l'effort pour la souscription

Au 30 juin 1978, le total de la souscription s'élevait à 191 220,96 F. A la date du 2 septembre 1978, elle a atteint le chiffre de 237 536,96 F, augmentant ainsi de 46 318 F. Cela montre que les lecteurs de notre journal ont pris à cœur de souscrire pendant les mois d'été, période pendant laquelle habituellement la souscription se ralentit. Nous remercions ceux qui ont fait ces efforts et nous publions une lettre particulièrement significative de la volonté des travailleurs à soutenir l'Humanité rouge. Rappelons que l'objectif fixé de manière à lui permettre de sortir sans difficultés majeures vise à atteindre les 100 millions avant la fin de l'année.

Foyer ADEF de Pontoise

### Rassemblement devant le tribunal le 6 septembre

Depuis le mois de mars 1978, le foyer ADEF de Pontoise est en grève des loyers.

Les principales revendications sont d'abord : la reconnaissance du statut de locataires, avec droit de réunions et de visites, une baisse des loyers, etc.

A l'initiative du Comité de résidents, une journée portes-ouvertes a eu lieu le 19 juillet 1978. Une journée portes-ouvertes au eu lieu également au foyer Sonacotra de Saint-Ouen l'Aumône où les résidents sont en grèdes loyers depuis mai 1978. La lutte dans les

foyers et la solidarité immigrés-français s'organisent.

Mais la direction de l'ADEF, profitant du calme relatif du mois d'août, a fait convoquer en référé devant les tribunaux six résidents, dont cinq délégués du Comité sur les 280 immigrés en grève le 6 septembre 1978. Les résidents ont décidés de se mobiliser pour faire échec aux provocations de la direction du foyer ADEF.

Tous les travailleurs francais et immigrés sont appelés à y participer.

Correspondant HR

#### Extraits d'un communiqué de l'intersyndicale de la caisse de Dépôts et consignations

Après de nombreuses suppressions de postes, des licenciements et des départs forcés touchant une grande partie de son personnel productif, la Direction générale de la SCET (1) vient de décider une nouvelle et importante série de licenciements et de départs forcés.

Cette décision s'inscrit dans un contexte plus large, celui de la Caisse des dépôts et consignations:

Il s'agit, après avoir crée notamment des conditions de concurrence entre des sociétés du même groupe, de démanteler celui-ci pour permettre à la Caisse des dépôts et consignations de restructurer, réorganiser et réadapter l'ensemble de ses filiales en fonction de ses nouvelles orientations décidées :

 investissements massifs dans le secteur industriel en France et à l'étranger.

et corrélativement, réduction progressive de ses aides aux collectivités et au logement (...).

Aujourd'hui, la direction générale de la SCET espère pouvoir trouver une « solution » à ses difficultés en licenciant et en « dégraissant »Lau muximum. JCC V l'édépôts et consignations.

C'est ainsi qu'elle estime normal de mettre en place un « turn-over » se situant entre 10 et 20%, ce qui signifie qu'un renouvellement complet du personnel devrait s'effectuer tous les 5 à 10 ans. Mais aucun turn-over n'est prévu pour la direction (...)

Les travailleurs de la CFDT du Groupe des filiales de la Caisse des dépôts exigent le renvoi immédiat de la direction générale de la SCET et l'ouverture imméditae avec la direction de la Caisse des Dépôts et consignations, de négociations au niveau de l'ensemble de ses filiales, sur les points suivants:

- Convention collective unique du groupe des filiales de la Caisse des dépôts et consignations.

- Garantie d'emploi au niveau du groupe.

- Maintien et extension des droits et avantages acquis. Respect des accords salariaux et revalorisation des bas salaires.

(1) SCET : Société centrale pour l'équipement du territoire, filiale de la Caisse des

RESUMBREAUTO DE LA CRES DE CIALLE CE MA CE PRODUNTE DE DESCRIPACIONS DE LA COMPANSA DE LA COMPANSA DE LA COMPANSA DE COMPANSA



Bonjour!

Ci-joint une souscription de 340 francs provenant de

- vente de lait par des camarades paysans à d'autres camarades

Vente de légumes que plusieurs d'entre nous cultivons dans nos jardins. Nous apportons en souscription ce que nous achetons en graines et autres ainsi que notre travail et nous envoyons le produit de la vente au journal.

Samedi, nous avons fait

un premier essai au marché de Guingamp : vente de betteraves rouges crues et cuites et de courgettes avec un grand panneau expliquant que c'était en soutien à L' Humanité rouge. Cette première vente sur le marché a rapporté 66 francs. C'est pas énorme, mais c'est un bon début. Les

gens ont été un peu surpris. Nous allons continuer.

Un autre projet pour la souscription : nous allons élever des lapins et des poulets et les vendre en soutien à L'Humanité rouge.

Pour nous, c'est une nouvelle formule de soutien. Mais on pense que c'est important de trouver des nouveaux moyens de souscription parcequ'on n'a pas de gros moyens financiers personnels mais surtout c'est une souscription qui fait connaitre le journal et qui fait participer plus de monde. Notre souscription principale à nous étant le boulot que ça nous donne et le matériel qu'on achète au départ.

Voilà pour ce début. On vous tiendra au courant de la suite.

Suivant le même principe, on a envoyé 190 F en juin dernier.

# Courrier des lecteurs

Des lecteurs de Quimper nous font part de leur intention d'enquêter sur les problèmes de la région de Concarneau dont ils nous donnent un aperçu.

Tous les problèmes de la pêche, spécialement industrielle, et ceux de la transformation du poisson, 52 chalutiers aujourd'hui alors qu'il y en avait 110 il y a quatre ans (chalutiers désarmés ou vendus à l'Afrique du Sud), fermeture de plusieurs conserveries dont Popremer et Le Touze à Concarneau (Saupiquet et Pêche et Froid investissent en Afrique et y implantent des usines) 56 entreprises au lieu de 76 il v a quatre ans).

Chomage énorme : pour un emploi supprimé en mer, il y a cinq emplois à terre qui sont supprimés (conserveries, boites métallliques, chantiers navals, froid marée...). Pendant ce temps, la moitié du poisson consommé en France est importé... Les capitalistes investissent là où ça rapporte plus. Et Concarneau est vouée au tourisme pendant ce temps!

Nous espérons avoir bientôt les résultats détaillés de leur enquête. parational centres and error

#### Demande de contact

Contre le gouvernement Giscard-Barre, Pour sortir de l'impasse des partis de gauche Lutter dans l'unité,

S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste.

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de

Dans ce but, l'Humanité rouge peut me joindre à l'adresse suivante : Nom....

Indiquez de façon précise le lieu de votre travail (ville, arrondissement, quartier).

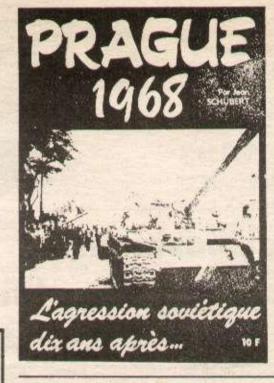
# Abonnez-vous à l'Humanité rouge

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer à l'adresse suivante :

L'HUMANITE ROUGE BP 61 75861 PARIS CEDEX 18 Paiement par chèque ou mandat CCP 30 22672 D LA SOURCE

#### **OUOTIDIEN**

	pli ouvert	abt de soutien	pli ferme
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F



CETTE BRO-CHURE EST TOU-JOURS DISPONI-BLE Passez vos commandes a APN-Edi-BP 279 75866 Paris

# POUR CORRESPONDRE AVEC LE JOURNAL, **FAITES**

# Nouvelle politique pétrolière

# Elle profitera au consommateur a dit Barre

# C'est voir!

Diminuera, diminuera pas ; comme c'était assez prévisible le prix de l'essence n'a pas diminué. D'ailleurs, la baisse annoncée comme probable par Monory devait se réduire à quelques centimes par litre alors que l'augmentation qui, elle, a su lieu comme prévu

Or: le prix imposé à la sortie des raffineries va diminuer en fonction de la dépréciation du dollar de 6,85 centimes par litre. Où va la différence ?

en juin a été de 25 centimes.

D'après Barre, elle ira grossir une « cagnotte » qui sera mise à la disposition de l'Agence pour les économies d'énergie.



Et affirme-t-il, elle « profitera » au consommateur. Dans les faits, que constate le consommateur?

Le prix de l'essence qu'il paie a augmenté de façon importante en juin. Les monopoles eux par contre, pourront « profiter » gratuitement des travaux réalisés par l'Agence pour se moderniser et augmenter bel et bien leurs profits grace aux économies d'éner-

Mais quels buts poursuit donc le gouvernement avec sa nouvelle politique pétrolière.

En remettant en cause la loi de 1928, il s'engage dans une libéralisation qui risque d'opposer les compagnies franà des compagnies étrangères bien plus fortes et compétitives.

Deux conséquences sont possibles. Soit le gouvernement laisse alors jouer la loi du marché pour aboutir dans l'immédiat à une énergie moins chère (donc plus de profits pour les mono-

Soit, il prévoit de subventionner les groupes français Elf et Total pour leur permettre d'affronter la concurrence étrangère. Dans tous les cas, on le voit, il s'agit de faire jouer la loi du profit en faveur des monopoles et nulle part au grand jamais d'en faire « profiter » le consommateurs. On peut parier en effet qu'une éventuelle baisse, grâce au moindre coût du pétrole raffiné, ne serait pas non plus répercutée sur le prix de l'essence.

> Daniel Marain et Henri Berthault

# La loi de 1928 sur la politique pétrolière

Avant 1928, l'approvisionnement en pétrole de la France dépendait pour l'essentiel des compagnies étrangères. Pour remédier à cette situation, Raymond Poincaré, alors président du Conseil, fit voter par le Parlement, le 30 mars 1928, une loi donnant à l'État le contrôle de ce secteur éner-

Cette loi instituait un système de monopole d'État-délégué qui permettait de favoriser les sociétés françaises au détriment des sociétés étrangères. Aujourd'hui, l'importation, le raffinage et la distribution des produits pétroliers dépendent d'un service du ministère de l'Industrie : la direction des carburants.

La DICA accorde des autorisations d'importation de pétrole brut (baptisées A 10 car elles portent sur dix ans) qui sont assorties de quotas. Ceux-ci permettent de limiter les importations de brut des sociétés étrangères et de protéger ainsi les raffineries des groupes français ELF-Aquitaine et CFP (Compagnie française des pétroles).

L'importation des produits raffinés est également soumise à autorisation de la DICA, et là encore les quotas imposés protègent de la concurrence étrangère les produits sortis des raffineries françaises (ces autorisations sont appelées A 3 car elles sont valables

Enfin. le régime des prix imposés permet de protéger les sociétés nationales de la concurrence étrangère, et les prélèvements fiscaux sur les produits pétroliers font bénéficier les sociétés françaises d'avantages nombreux.

En contrepartie de ces mesures protectrices, les sociétés pétrolières françaises doivent satisfaire à trois obligations :

- Leurs approvisionnements en brut doivent couvrir leur part du marché français, même si les prix du marché étranger sont plus intéressants :

Leurs stocks de sécurité doivent représenter 90 jours de consommation intérieure :

Les deux tiers du pétrole importé par ces sociétés doivent être transportés sous pavil-

# Les dispositions de la nouvelle politique pétrolière

Le Conseil des ministres du 30 août 1978 a défini les grandes lignes de la nouvelle politique pétrolière de la France.

#### 1) RÉGIME DES IMPORTATIONS

Le principe des autorisations d'importations subsiste, mais

 Les quotas seront supprimés, sous réserve que les autorités de Bruxelles acceptent ces nouvelles dispositions. Le bénéficiaire d'une autorisation pourra donc introduire en France la quantité de produits péroliers qu'il voudra. - Les autorisations A3 (pour les produits raffinés) seront distribuées plus largement, en fonction de critères objectifs qui restent à définir.

Par contre, les compagnies pétrolières devront soumettre à l'approbation de la Direction des Carburants, un prod'approvisionnegramme ments. Un montant des importations qui reste à définir (de l'ordre de 15 à 20 %) pourrait être hors program-

#### 2) RÉGIME DES PRIX

Les prix du fuel lourd et du naphta ont déjà été libérés le 7 juillet. Ceux du gasoil, du fuel domestique et des essences sont encore fixés par les pouvoirs publics et devront être libérés le 1er janvier 1980.

Mais dès le 1er septembre 1978, les prix de ces produits à la sortie des raffineries varieront en fonction du prix

du pétrole brut et du cours du dollar. Ce prix augmenté des taxes et de la TVA constituera un prix-platond que nul ne pourra dépasser.

Tous les rabais sont possibles pour le fuel domestique et le gasoil, par contre, pour l'essence et le super, la marge de remise autorisée sera limitée.

Elle est actuellement de 5 à 6 centimes, elles passera probablement à 10 centimes pour l'essence et à 12 pour le su-

Ces nouvelles dispositions auraient du se traduire par une baisse du prix de l'essence et du super de 6,85 centimes. En fait, il n'en sera rien, ce montant sera récupéré par l'État pour financer l'agence sur les économies d'énergie. En principe, après le 1er janvier la baisse pourrait intervenir, mais d'ici là le pétrole brut risque d'augmenter, et les taxes d'être plus lourdes, et on nous a déjà prévenus qu'il fallait au mieux espérer que ça n'augmenterait pas.

#### 3) LES MISSIONS IMPARTIES AUX COMPAGNIES FRANCAISES

Jusqu'à présent, les deux sociétés françaises devaient contrôler 50 % du marché national, cet objectif semble aujourd'hui abandonné. Le contrôle d'une production équivalente aux besoins nationaux, objectif qui en fait n'était plus atteint depuis 1960, semble lui aussi délaissé sans que ceci soit dit explicitement.